

Emploi à La Poste : une campagne orchestrée pour intoxiquer les usager-es

C o m m u n i q u é d e p r e s s e

Depuis quelques jours, les quotidiens régionaux se font l'écho de recrutements de plusieurs centaines de postiers dans leur département : 45 facteurs dans le Limousin, 217 en Aquitaine, 127 en Poitou-Charentes, 58 en Cote d'Azur, 135 dans le Rhône et l'Ain, 117 en Seine et Marne, 31 dans le Lot et Garonne, 23 dans les Pyrénées atlantiques, etc.

Ces annonces font suite à la signature de l'accord national portant sur l'amélioration des conditions de travail et sur les évolutions des métiers de distribution et des services des factrices et facteurs et de leurs encadrants de proximité, signé par les organisations syndicales CFDT, FO, CGC et CFTC. Pour vendre en interne mais aussi en externe une bonne image face à sa politique de fermeture de centaines de bureaux de poste, ce déferlement de chiffres mérite une mise au point.

En effet, ces recrutements peuvent paraître importants (3000 au niveau national pour l'année 2017), mais en fait ils représentent à peine la moitié du nombre de suppressions d'emplois à la Poste pour la même année. Une misère car il n'y a aucun changement de cap depuis 10 ans dans ce domaine et au final ce sont plus de 50 000 emplois qui ont été supprimés.

Ces embauches ne sont là que pour combler le déficit des effectifs dans les établissements hors réorganisations. Une véritable pénurie organisée ces derniers mois et responsable de la crise sociale subie par les facteurs et factrices.

Pour SUD les 3000 emplois sont très largement insuffisants au regard des évolutions du métier des facteurs et factrices qui devront accomplir de nouvelles activités non prises en compte dans le calcul de la force de travail nécessaire.

D'ailleurs cette semaine, la distribution des plis électoraux illustre parfaitement cette force de travail insuffisante. La Poste a tenté de ne compenser sous aucune forme, les facteurs et factrices chargés de la distribution. Elle s'est heurtée à une contestation et des résistances sur de très nombreux bureaux et départements et elle a du reculer le plus souvent très rapidement.

Volontairement la Poste omet de préciser que ces 3000 recrutements ne sont pas du personnel supplémentaire mais de simples comblements partiels des nombreuses vacances d'emplois. En parallèle, la Poste multiplie les recours à l'emploi précaire (contrat pro, CUI, intérim) pour éviter de remplacer les départs en retraite et les démissions, et fragilise ainsi les organisations tout en donnant l'illusion d'une situation saine.

Cette politique organisée de sous effectif permanent, pratiquée à coup de suppression de centaines de tournées ces dernières années induit pour les personnels un accroissement de la charge de travail. Cette politique est responsable de l'importante dégradation des conditions de travail, visible au quotidien, par l'explosion des arrêts maladie et accidents de travail.

SUD PTT dénonce cette campagne de désinformation. Nous exigeons l'arrêt immédiat des réorganisations et des suppressions d'emplois dans l'ensemble du groupe la Poste et une vraie politique d'embauche pour combler cette pénurie organisée depuis des années et permettre enfin aux postiers-eres de travailler dans des conditions décentes.

Paris le 21 avril 2017